

L'AFFAIRE *J.*
DE LACAR

LETTRE ADRESSÉE

AU

JOURNAL «LE FIGARO»

PAR

LE MARQUIS DE MONISTROL

MADRID

IMPRIMERIE DE GREGOIRE JUSTE

RUE DE PIZARRO, N^o 15

Février: 1881

MONSIEUR LE RÉDACTEUR DU JOURNAL « LE FIGARO »

Monsieur: je vous serai obligé, si vous voulez bien, par un sentiment de justice et d'équité, insérer dans votre journal le contenu de cette lettre. La plupart des abonnés du *Figaro* en Espagne, parmi lesquels j'ai aussi l'honneur de compter, ne peuvent laisser passer en silence l'article du 2 février, intitulé *Petites pages d'histoire*.— *D. Carlos*.— *La victoire de Lacar*. Il est impossible de traiter avec autant de légèreté et de sans façon les évènements de notre pays, et de rassembler dans ce peu de mots autant de données aussi inexactes que gratuites. Mais avant d'entrer en matière nous devons protester contre l'idée, si commune

parmi les légitimistes français, de faire la cause de leur légitimité solidaire de la nôtre. Personne ne doute en Espagne, parmi les partisans de la royauté, qu'Henri V ne soit le légitime Roi de France; par cette affirmation on ne doit pas conclure, que Don Carlos de Bourbon, son neveu, soit le représentant de la légitimité en Espagne. Pour les personnes qui sont au courant de nos lois et de notre histoire contemporaine il n'est pas nécessaire de leur rappeler que, pour le parti carliste, la question de *légitimité*, ou de *droit*, n'est qu'un accessoire; ce qui en fait la base et le fondement ce sont ses principes.

Outre l'intérêt de la Religion, qu'il se croit seul en droit de défendre, et dont il croit avoir l'appanage exclusif, il y a aussi tout un système de gouvernement qu'on nomme *absolutiste et fuériste*; les principes d'une monarchie autocratique furent proclamés par le grand père du Prétendant, et acceptés par son parti comme son *crédo* politique; ce sont ces mêmes principes que D. Carlos à inscrit sur sa bannière.

Quelques dissidents (et il y en a en grand nombre dans leur parti) songent encore au rétablissement de tous les *fuéros*, ou privilèges, dont jouissaient, depuis le moyen-âge jusqu'aux temps assez rapprochés, un nombre considérable de villes grandes et petites;

elles constituaient une quantité de petites républiques, ou cantons, agissant indépendamment du Gouvernement central, comme cela existait naguère dans nos provinces basques. Ce système absurde rendrait impossible le maniement de l'Etat, et casserait l'unité nationale: ce serait l'anarchie la plus complète. La question de principes, ou de parti, est tellement la base du *Carlisme* en Espagne, que si le Prétendant, ou quelqu'autre à sa place, eut osé proclamer une forme de gouvernement plus ou moins constitutionnelle ou libérale, telle qu'elle est en usage dans les monarchies constitutionnelles et parlementaires de l'Europe, il eut été sur le champ destitué, et ses droits eussent passé sur la tête d'un autre par le vœu solennel du parti; cette vérité est incontestable: en effet, nous avons entendu cent fois les carlistes affirmer qu'ils soutiendront les droits de D. Carlos, tant qu'il persévérera *dans les bons principes*, et qu'ils lui refuseront l'obéissance s'il songe à se *libéraliser*.

Une fois ceci posé, permettez moi de dire deux mots sur les fondements de Droit, sur la question légale, que la plupart des légitimistes français semblent ignorer. La loi salique, qui règle l'ordre de succéder à la Couronne de France, n'a pas existé en Espagne avant Philippe V; depuis les temps les plus reculés les fem-

mes ont occupé le trône, comme Reines *propriétaires*, comme cela arrive en Angleterre et en Russie. Nous avons l'exemple d'Ormésinda et d'Adosinda, parmi les anciens Rois' des Asturies et d'Oviédo; Elvira mariée à Sancho *le majeur* Roi de Navarre, parmi les souverains de Castille; Sanche, fille de Bermudo III, mariée à Ferdinand I, Roi de Castille, entre les Rois de Léon; Urraca, fille d'Alphonse VI, Berenguela, mère de Ferdinand *le Saint*, et Isabelle *la Catholique*, après l'union de Léon et de Castille. Le *Fuéro real* et *las Partidas*, les seules compilations de Lois, qui traitent de la succession au trône pendant les siècles écoulés, depuis Pelayo jusqu'à Philippe V, consignent et établissent le droit des femmes à porter la Couronne, en défaut des enfants mâles du Roi. Philippe V, en montant sur le trône, jura obéissance à ces lois, ce qui ne l'empêcha pas de publier l'*Auto acordado* de 1713, qui établissait la loi salique; ce fut un acte de son pouvoir arbitraire et absolu.

Cependant ce monarque occupait le trône en vertu du testament de Charles II, et par le droit de Marie Anne d'Autriche, femme de Louis XIV. Il ne pouvait pas invoquer le droit de conquête, puisqu'il fut d'abord accepté, acclamé et juré par toute la nation; ce n'est que quatre ans après, en 1705, qu'eut lieu la rébellion

de quelques provinces, qui proclamèrent l'Archiduc d'Autriche, comme *agnat*, ou héritier mâle, et successeur de Ferdinand, frère de l'Empereur Charles-Quint.

Philippe V ne daigna pas soumettre l'*Auto Acordado* au Conseil de Castille, et, en le présentant aux Cortès du Royaume, il ne voulut pas qu'il fut discuté; ce document leur fut notifié afin qu'il fut inscrit sur les registres comme une loi de l'Etat.

Les vices substantiels qui invalident la loi de Philippe V furent reconnus par Charles IV en 1789, et par les procureurs des Cortès et les Prélats du royaume. Les Cortès de 1811 à 1813 et celles de 1820, consignèrent dans la Constitution de 1812, rétablie en 1820, le droit des femmes à succéder à la Couronne.

Lors même qu'on voudrait admettre, comme expression du pouvoir absolu, le droit de Philippe V de proclamer le *nuevo Reglamento*, c'est-à-dire l'établissement de la loi salique, il y aurait toujours les mêmes raisons en faveur de Charles IV et de Ferdinand VII, pour dresser les décrets de 1789 et de 1830-1832, qui rétablirent la loi ancienne en faveur des femmes.

Il résulta que la Reine Isabelle II fut reconnue et jurée par les Cortès et les Prélats du Royaume, tandis que D. Carlos, le grand-père du Prétendant, fut non

seulement exclu de la Couronne, mais encoré privé du titre d'Infant; ce titre n'appartient de droit qu'aux enfants du Roi. Toutes les puissances de l'Europe, et même le Saint Siège, ont reconnu la légitimité d'Isabelle II; ce n'est pas vrai, comme prétend le prince de Valori, que la Russie et l'Autriche persistent dans l'abstention. Ces Puissances n'ont-elles pas leurs représentants accrédités auprès du Cabinet de Madrid? Une Archiduchesse d'Autriche n'occupe-t-elle pas le trône d'Espagne? Le Pape Pie IX, après avoir conclu avec l'Espagne le Concordat de 1851, ne cessa jamais de donner des preuves de la plus touchante estime envers la Reine Isabelle II, qu'il honora en lui envoyant *la Rose d'or*; ce même Pontife était le parrain de notre Roi Alphonse XII. Léon XIII n'a-t'il pas envoyé, il y à peu de mois, à notre jeune souveraine des riches présents pour la petite Infante nouveau-née?

Il nous est impossible de lire tranquillement l'aveu de Mr. de Valori, si souvent répété par les légitimistes français, d'avoir envoyé en Espagne avec leurs trésors un bon nombre de canons, pour y allumer le terrible fléau de la guerre civile, qui à rempli de sang et de ruines notre malheureux pays, sous le prétexte hypocrite de défendre les intérêts catholiques et légitimistes. Ces messieurs feraient bien mieux d'employer leur

bourse et leur enthousiasme en défendant la cause d'Henri V sur les champs de bataille.

Qu'ont-ils fait de leur drapeau blanc? Pourquoi n'arrachent-ils pas la France à la tyrannie des Gambetta?

C'est que ces messieurs, par un sentiment égoïste, ne veulent pas la guerre civile chez eux; ils préfèrent la faire allumer chez les autres!! Nous vous saurions bien gré, monsieur le Rédacteur, si vous pouviez empêcher qu'on donnât dans votre journal le titre de Roi à un prince qui n'est pas même Infant d'Espagne. Ne comprenez-vous pas que c'est une insulte jetée à la face d'une nation amie? Car enfin ce prince, qui nous à causé tant de maux, ne représente en Espagne qu'un seul parti, bien diminué aujourd'hui, le parti *absolutiste* ou *fuériste*. L'immense majorité de la nation le repousse; elle ne l'acceptera jamais. Les diverses tentatives faites en différentes occasions pour faire triompher ce drapeau ont avorté toujours; aucun pays civilisé ne pourrait accepter un système de gouvernement devenu impossible; les légitimistes français ne le voudraient sûrement pas chez eux. Lorsque la révolution de Septembre de 1868 éclata ce parti était mort; on ne trouvait plus de Carlistes en Espagne; les excès de la révolution ont pu seuls galvaniser ce cadavre!

Pendant quelque temps D. Carlos à pu se trouver à la tête de cinquante mille homme (et non pas de cent mille, comme le prétend Mr. de Valori): il à dominé dans les provinces basques et dans la Navarre, excepté dans les villes importantes; avoir quelques points d'appui en Aragon et en Catalogne; mais bientôt, lorsque le Roi Alphonse XII eut été proclamé par l'armée et par la nation entière, sans verser une seule goutte de sang, alors le fantôme du *carlisme* s'évanouit.

Le Roi, reconnu par les États du monde civilisé, par les Cortès du Royaume, avec le concours des pays tout entier, et de notre vaillante armée, put éteindre en peu de temps nos deux guerres civiles, celle de la Péninsule et celle de Cuba, plus couteuse et plus sanglante encore. Ce n'est pas la trahison qui a perdu D. Carlos, comme le prétend Mr. de Valori; c'est la force des circonstances, c'est le vœu du pays qui l'ont vaincu. Aujourd'hui la tranquillité et le bien-être renaissent avec la paix. Les chefs les plus importants du parti carliste ont fait leur soumission; Castellvi, Mirret, Mendiri, Perula, etc. sont rentrés; plusieurs d'entre eux font partie de notre armée.

Je ne puis pas terminer cette lettre sans traiter sommairement l'affaire malheureuse de Lacar; j'abuse de votre bienveillance, peut-être; veuillez me l'accorder

encore pour quelques instants, pour établir les faits sur le terrain de la vérité. L'armée espagnole forte de 54 bataillons, 2 régiments et demi de cavallerie, 86 pièces d'artillerie, et 9 compagnies du Génie, était au 2 février divisée en trois corps, formant ce qu'on appelait l'armée du Nord; son objectif était de contourner les lignes du Carrascal, fortifiées par les carlistes, et de délivrer Pampelune, qui se trouvait, pour ainsi dire, bloquée. Ainsi donc, à la veille de la surprise de Lacar, le 1^{er} corps formait un arc de 75 kilomètres, depuis les rives de l'Ega jusqu'aux montagnes d'Alaix et d'Orba. Le 2^{ème} corps d'armée avait ordre de s'emparer dans la matinée du 2 du mont Esquinza, de l'hermitage de Saint Christophe et de Lorca; ensuite il devait occuper le village d'Oteiza, le petit fort de Santa Barbara, et tâcher d'arriver jusqu'à Lacar et Murillo, en tournant les hauteurs d'Alloz et de Cirauqui. Le 3^{ème} avait ordre de s'emparer des positions d'Añorbe et de Tirapu. Je ne raconterai pas les faits accomplis par chacun de ces trois corps; il suffit de dire qu'ils ne purent remplir en entier les instructions qu'ils avaient reçues. Quant au 2^{ème}, dont nous avons à nous occuper d'une manière toute particulière, il prit sans obstacle le mont Esquinza et Saint Christophe, ainsi que le village d'Oteiza; par contre on négligea de pren-

dre le petit fort de Santa Barbara, situé tout près.

Après s'être retranchées à la hâte sur les cîmes de l'Esquinza, les troupes occupèrent le même jour (2 février) les Villages de Lorca et de Lacar; on oublia Murillo et Alloz qui auraient servi de bouclier aux points avancés; de sorte que le petit village de Lacar, placé au fond d'un entonnoir, se trouva seul, formant une pointe, à l'extrémité de la ligne.

Le général de brigade Bargès, chargé de défendre cet endroit difficile, avait avec lui les régiments de Valence et des Asturies, quatre pièces d'artillerie légère, un escadron de hussards et une section du Génie.

Pendant la soirée du 2 février, et pendant la matinée du 3, on observa un passage continuel de forces carlistes sur les flancs du Guirguillano, se dirigeant vers Estella; c'étaient les troupes de Mendiri qui, avec 12 batallons, et d'Argonz avec 10, quittaient les positions de Puente la Reina et d'Ilzarbe, qu'ils jugeaient insoutenables. Quelques boulets leur furent lancés depuis Lacar. D. Carlos rencontra ces troupes à Cirauqui dans la matinée du 3. On tint conseil, et il fut décidé que Mendiri attaquerait brusquement Lacar dans la soirée, tandis qu'Argonz irait se poster à Murillo, pour lui prêter main forte. Je dois rendre justice à l'habileté de Mendiri, qui exécuta ce mouvement

sans être aperçu; il vint se poster, vers les trois heures et demi de l'après midi, à 1600 mètres de Lacar. A mesure que les bataillons arrivaient, il les formait en quatre colonnes, afin de commencer l'attaque à quatre heures. On ne comprend pas pourquoi les généraux espagnols qui gardaient les cîmes de l'Esquinza ne donnèrent pas avis de ce mouvement aux deux généraux de brigade qui gardaient Lorca et Lacar. Bargès avait été privé depuis la veille de la cavallerie, qui fut mandée ailleurs; aussi ne pouvait-il pas faire la découverte au loin. Une petite église située entre Lacar et Alloz fut occupée par une compagnie; c'était le point le plus avancé.

Après avoir pris quelques dispositions dans l'intérieur du village, Bargès se porta au dehors avec les pièces d'artillerie et la compagnie du Génie. Vers les trois heures et demin du soir on observa que des forces ennemies s'avançaient du côté d'Alloz; on rompit sur eux le feu aussitôt; les carlistes sans s'en inquiéter continuaient leur marche en bon ordre. En arrivant à la petite église que j'ai nommée, et qui était gardée par une compagnie du régiment des Asturies, ils arborèrent un drapeau blanc (1). On crut que c'était Mo-

(1) C'est le témoignage des généraux et des officiers soumis au conseil de guerre à la suite de l'affaire de Lacar.

rières qui venait du côté d'Alloz; aussitôt on suspendit le feu. Les soldats situés dans l'Église n'avaient pas tiré une seule coup de fusil.

Pendant ce temps les soldats de Valence et des Asturies quittaient leurs maisons pour se rendre sans défiance au dehors du village: tout-à-coup les carlistes rompent le feu, et se lancent au pas de course vers le village; les soldats essayent de rentrer dans leurs cantonnements et de se mettre en état de défense; ils sont aussitôt rejoints par les carlistes; le désordre et la confusion régnaient partout; une panique incroyable se produit. Le régiment de Valence disparaît, lorsque Bargès fait des efforts suprêmes pour soutenir le combat avec celui des Asturies; tout fut inutile, car la terreur avait gagné les esprits. Le lieutenant Navazo meurt en essayant de sauver ses pièces de canon; trois tombent au pouvoir de l'ennemi. Pendant trois quarts d'heure Perula et Argonz purent massacrer impunément les fuyards. Le général de brigade Bargès se lance pour les arrêter et les ramener au combat; ce fut en vain: son cheval est blessé, et lui-même, atteint grièvement, est obligé de quitter ce champ de malheur. A Lorca, malgré la confusion produite par la débâcle de Lacar, on put encore se défendre, et arrêter l'ennemi. J'ai sous les yeux le rapport du chef carliste

Mendiri du 4 février; il fut publié par le *Cuartel-Réal*; d'après lui le combat dura demi-heure; l'armée espagnole perdit 800 hommes et trois canons; tout était fini avant l'entrée de la nuit.

Le lendemain Mendiri quitta le petit village de Lacar, et Fajardo celui de Lorca. C'est une calomnie grossière de supposer que le quartier général du Roi D. Alphonse, situé à Oteiza, eut pris la fuite; c'est à peine s'il s'aperçut de ce qui se passait à Lacar; aussitôt le Roi monta à cheval et se porta au devant des ennemis, qui n'arrivèrent pas jusqu'à lui. Voilà, en somme, l'histoire véridique de la malheureuse surprise de Lacar; les carlistes auront beau la célébrer comme une grande bataille; en fin de compte ce ne fut qu'une victoire trop facile.

Encore une rectification, et j'aurai fini: Mr. de Valori suppose que Monseigneur Freppel n'a pas répondu à la lettre que les catholiques espagnols lui ont adressé; c'est une erreur, car j'ai sous les yeux les pages pleines de louange et d'encouragement qu'il leur adresse. Cet élan des catholiques espagnols de tous les partis à pu déplaire aux carlistes intransigeants; en échange il à mérité les éloges les plus flatteurs des Archevêques et Evêques d'Espagne; 36 lettres de ces prélats ont déjà été publiées. C'est le Cardinal Arche-

vêque de Tolède qui s'est mis à la tête de l'association *purement catholique*, nommée l'Union catholique.

Les Catholiques espagnols s'unissent pour défendre les intérêts religieux par tous les moyens légaux. Prétendre, comme quelques intransigeants, que la religion est inséparable d'une idée ou d'un système politique déterminé, qu'on songe vainement à nous imposer par des moyens violents, contraires à l'esprit de l'Évangile, c'est une folie que les vrais espagnols ne partageront jamais. En terminant permettez-moi de rappeler ici les belles paroles que j'ai entendues au vieux Duc de Parme, grand père de la princesse Marguerite: «J'ai dit à mon petit fils (D. Carlos) que Dieu ne peut pas bénir un trône pétri avec le sang de ses sujets.»

LE MARQUIS DE MONISTROL,

(Sénateur.)

Madrid, 14 février: 1881.